



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France
Unité départementale du Val-d'Oise**

Pontoise, le 19 novembre 2020

Affaire suivie par : Quentin GRIFFON
Tél. : 01 71 28 48 19
Courriel : quentin.griffon@developpement-durable.gouv.fr
réf : UD95/2020/QG/910
n°S3IC : 0065.11568

Monsieur le Directeur
VITESCO TECHNOLOGIES
6 rue du Général de Gaulle
95520 OSNY

Objet : Suites données à l'inspection du 26 octobre 2020 sur le site VITESCO TECHNOLOGIES à OSNY
P.J. : Fiches d'inspection

Monsieur le Directeur,

Votre installation VITESCO TECHNOLOGIES, située 6 rue du Général de Gaulle à OSNY a fait l'objet d'une inspection de mes services en date du 26 octobre 2020. Cette visite avait pour objet la vérification du respect des prescriptions applicables aux tours aéroréfrigérantes.

Cette inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité ou observation sur les points qui ont fait l'objet d'un contrôle.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

L'inspecteur de l'environnement,

Pour la Directrice et par délégation,
Le chef de l'Unité Départementale,

Quentin GRIFFON

Alexis RAFA

Annexe : Fiches d'inspection

Guide de lecture des fiches d'inspection

À l'issue de l'inspection, des écarts à des dispositions réglementaires ou des insuffisances peuvent avoir été relevées. Ces constats s'échelonnent en 2 niveaux de qualification comme suit :

Observation :

- *Suspensions de non-conformité, nécessitant d'être clarifiées par l'exploitant. Elles pourront être levées dans un dialogue contradictoire avec l'exploitant suite à l'inspection, sans pour autant retarder l'envoi des suites.*
- *Disposition insuffisamment documentée ou mauvaise pratique, qui n'est pas un écart à un texte opposable, et qu'il est utile de tracer pour motiver une décision administrative ultérieure ou conserver les conséquences éventuelles à tirer pour les visites suivantes.*
- *Prescription à faire évoluer, qu'il sera opportun de modifier ou de supprimer par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ultérieurement pour que le référentiel à respecter par l'exploitant soit proportionné aux enjeux.*

Non-conformité : Écart réglementaire nécessitant d'être qualifié et identifié le plus précisément possible.

Liste des personnes rencontrées lors de la visite :

- Mr ANDRE, responsable du centre d'Osny ;
- Mme AVERSENG, responsable EHS France ;
- Mr LAINE, responsable du suivi réglementaire.

L'équipe d'inspection était composée de Quentin GRIFFON.

Synthèse des constats consécutifs à la visite d'inspection du 26 octobre 2020 sur le site VITESCO TECHNOLOGIES à OSNY :

Au vu de la qualité de suivi des installations et de la sous-traitance effectuée pour l'exploitation des tours aéroréfrigérantes, l'inspection n'a pas soulevé de non-conformité ou observation à l'issue de cette inspection.

Description sommaire du site et des activités :

VITESCO TECHNOLOGIES exploite sur ce site d'Osny une activité de conception et de fiabilisation de logiciels intégrés aux calculateurs moteurs automobiles. Cela nécessite des installations de bancs moteurs, ainsi que de chambres à température contrôlée permettant de simuler des conditions de fonctionnements différentes.

Le site exploite également deux tours aéroréfrigérantes pour les besoins de refroidissement des installations (les salles de test froides sont alimentés par une installation de réfrigération différente).

L'exploitant a indiqué que les activités seraient arrêtées à la fin de l'année 2020 en vue d'une vente du site. La deuxième partie de la visite a donc permis un point d'échange concernant les cas de figure possibles (reprise des activités à l'identique ou non) et les procédures administratives et attentes de l'inspection associées.

Inspection d'installations classées au titre de la rubrique 2921

Désignation des circuits présents sur le site	Puissance de refroidissement du circuit ¹	Date de déclaration/enregistrement	Circuit en contact avec le process ² : Oui/Non
TAR 1	1000 kW	29/03/06	Non
TAR 2	1000 kW	29/03/06	Non
Puissance totale installée sur le site et régime du site au titre de la rubrique 2921 (D/E) :	2000 kW, classement DC		

Rappel : Pour déterminer le classement au titre de la rubrique 2921, il faut considérer l'ensemble des installations de refroidissement évaporatif (TAR) exploitées sur un même site, par un même exploitant.

On détermine la puissance thermique évacuée maximale de chacune de ces installations de refroidissement et on somme ces puissances. Si la puissance thermique évacuée maximale est inférieure à 3 000 kW, les installations sont soumises à déclaration au titre de la rubrique 2921 et si la puissance thermique évacuée maximale est supérieure ou égale à 3000 kW, les installations sont soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2921.

Les arrêtés s'appliquent ensuite en fonction du classement de l'établissement au titre de la rubrique 2921.

AM D : Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921

AM E : Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921

¹ Comparer les justifications de l'exploitant avec les informations fournies au préfet

² Cette information peut être utile pour la suite de l'inspection (conformité du point de prélèvement et choix réalisé par l'exploitant pour la stratégie de traitement notamment)

Suivi TAR :

AM D Annex e I	AM E		Observations
3.1	23	Présence d'une liste de personnes référentes nommément désignées	Chez VITESCO TECHNOLOGIES, il y a trois personnes nommément désignées pour le suivi des TAR, à savoir Mr LAINE, Mr CAPRON et le responsable maintenance du site.
3.1	23	Présence d'un plan de formation	Le plan de formation a été présenté, il reprend bien les personnes concernées (du site ou intervenants extérieurs), ainsi que les dates et les modules suivis. Les sujets attendus par l'article 3.1 ont été traités.
3.1	23	Le plan contient la liste des personnes intervenant sur l'installation , précisant fonction, types de formations suivies, date de la dernière formation suivie et les attestations de formation	
3.1	23	Les formations ont traité des sujets suivants : - conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement et moyens de surveillance) ; -les dispositions des arrêtés ministériels.	
3.1	23	La formation sur les modalités de prélèvement a été suivie par les personnes réalisant les prélèvements	Les prélèvements sont effectués par l'APAVE.
3.1	23	Respect du calendrier (formation renouvelée tous les 5 ans pour les personnes intervenant sur les installations)	Mr CAPRON a son renouvellement programmé d'ici la fin de l'année. D'autres renouvellements seront effectués pour les personnels restant sur le site en cas de revente et reprise d'activité.
3.1	23	La personne responsable de la gestion de la tour aéroréfrigérante est-elle remplacée en cas d'absence par une personne formée ?	Le nombre de personnes formées garantit une présence minimum.

Analyse méthodique des risques (AMR)

AM D Annex e I	AM E		Observations
3.7.IV.2	26.IV.2	Présence d'une AMR (Analyse Méthodique des Risques)	L'AMR a pu être consultée.
3.7.I.1.a	26.I.1.a	date de dernière mise à jour (révision périodique a minima 1 fois/an pour les E et 1 fois / 2 ans pour les D + autres circonstances)	L'AMR rédigée par l'APAVE et la dernière version est rédigée le 15 septembre 2020. La référence de ce document est 1403350653180-R09-Rev0.
3.7.IV.2	26.IV.2	Présence d'un plan/schéma de l'installation et d'un schéma de principe de l'installation	Le schéma de principe de l'installation se trouve à l'annexe 3 de l'AMR.
3.7.I.3.b	26.I.3.b	Lieu de prélèvement pour l'analyse légionelle repéré sur le schéma Vérifier sur l'installation si le point de prélèvement est bien repéré	Les points de prélèvements sont indiqués sur le schéma de principe et correspondent à la réalité. Les deux TAR sont identiques. L'annexe 5 de l'AMR vient préciser qu'aucun bras mort n'est identifié au niveau de l'installation.
3.7.I.1.a	26.I.1.a	Présence d'une description de l'installation et d'une analyse des points critiques (facteurs de risque liés à la conception, l'implantation, le mode de fonctionnement, les configurations hydrauliques attendues, les situations pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles)	Les risques potentiels sont tous identifiés et l'AMR vient analyser la présence ou non de chacun de ces risques potentiels au niveau de l'installation.
		Information sur la nature de l'eau d'appoint :	Eau potable.
3.7.I.1.a	26.I.1.a	Evaluation du risque de dégradation de l'eau d'appoint	Sans objet.

3.7.I.1.a	26.I.1.a	Présence d'un échéancier des actions correctives programmées sur la base de l'identification des facteurs de risque (si pertinent)	Sans objet.
-----------	----------	--	-------------

Présence des procédures obligatoires :

AM D Annex e I	AM E		Observations
3.7.I.1.c	26.I.1.a	Présence d'une procédure d'arrêt immédiat de la dispersion dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production	Ces procédures sont décrites dans le cahier de système de refroidissement rédigé par la société BWT sous contrat avec l'exploitant. Ce document a été révisé le 9 octobre 2020 et est référencé DTPK519.
3.7.I.1.c	26.I.1.a	Présence d'une procédure de gestion pendant la période d'arrêt et pour le redémarrage en cas d'arrêt prolongé complet	Toutes ces procédures sont listées dans le document DTPK de la société BWT. La procédure d'arrêt immédiat prévoit tous les cas de figure (dépassements etc) ainsi que les actions à mener.
3.7.I.1.c	26.I.1.a	Présence d'une procédure de gestion pendant la période d'arrêt et pour le redémarrage dans des conditions de fonctionnement intermittent	Le sous-traitant ENGIE est responsable des phases de redémarrage des tours le cas échéant.
3.7.I.1.c	26.I.1.a	Présence d'une procédure de gestion pendant la période d'arrêt et pour le redémarrage en cas de fonctionnement saisonnier (si pertinent)	

3.7.I.1.c	26.I.1.a	Présence d'une procédure de redémarrage en cas d'arrêt seulement de la dispersion	
3.7.I.1.c	26.I.1.a	Présence d'autres procédures (si pertinent) d'arrêt et de redémarrage en fonction de l'installation (arrêt prolongé partiel, ...)	
3.7.I.1.c	26.I.1.a	Les procédures en cas d'arrêt prolongé complet ou de redémarrage saisonnier prévoient a minima la réalisation d'une analyse de la concentration en légionelle (au moins 48 h après le redémarrage et au plus une semaine après le redémarrage)	
3.7.II.2	26.II.2	Présence de la procédure : dépassement 10³ UFC/L	
3.7.II.1	26.II.1	Présence de la procédure : dépassement 10⁵ UFC/L	
3.7.II.3	26.II.3	Présence de la procédure : détection de legionella pneumophilla (Lp) rendue impossible par la flore interférente	

Plan d'entretien :

AM D Annexe I	AM E		Observations
3.7.IV.2	26.IV.2	Présence d'un plan d'entretien	Le plan d'entretien a été rédigé par ENGIE et est suivi par les intervenants ENGIE. L'ensemble des informations y est présent.
3.7.I.1.b	26.I.1.b	Présence d'une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement (techniques utilisées-produits utilisés-mode d'injection-fréquence - quantité...)	

3.7.IV.2	26.IV.2	Identification des lieux d'injection des produits de traitement sur le plan des installations	
3.7.I.2.b	26.I.2.b	Présence de la justification de l'utilisation de biocide en traitement préventif (particulièrement en cas d'utilisation de BNO en continu)	
3.3	9	Présence des Fiches de Données de Sécurité pour les produits de traitement utilisés	L'inspection a pu consulter la FDS du produit de traitement utilisé principalement pour les tours, à savoir le BWT CS-1003+MB. Cette FDS est rédigée en français et contient toutes les informations attendues.

Suivi de l'installation :

AM D Annexe I	AM E		Observations
5.1	29	Présence d'un compteur d'eau d'appoint et d'un disconnecteur	C'est également le carnet de suivi ENGIE qui retrace toutes ces actions. Celui-ci reste sur site et est renseigné par les intervenants ENGIE lors de leurs passages. L'inspection a pu constater que ce carnet comporte les informations attendues. La qualité de l'eau d'appoint est surveillée en continu par une baie d'analyse qui commande en direct le système de traitement afin de réguler le pH, la conductivité, etc. Les produits sont stockés en faible quantité et sur des rétentions correctement dimensionnées. Chaque produit présente un contenant d'avance uniquement. Deux actions correctives sont à mener et renseignées dans un tableau Excel par l'exploitant.
5.1	28.2	Analyse annuelle de Legionella pneumophila de l'eau d'appoint avec un résultat < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée	
5.1	28.2	Mesure des MES de l'eau d'appoint avec un résultat < 10 mg/l	
3.7.V	26.V	Vérifier si le carnet de suivi indique les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année	
2.10	22	Présence de rétention sur le stockage des produits chimiques	
1.8 et 3.1.IV.1	26.IV.1	L'exploitant a réalisé les actions correctives (ou calendrier de correction établi) conformément aux conclusions de ce contrôle.	

Etude d'un ou plusieurs cas de dépassement du seuil de 1 000 UFC/L (résultats provisoires confirmés ou définitifs) et cas de flore interférente :

Aucun dépassement de seuil constaté depuis la mise en service des tours.

Contrôle des rejets aqueux

AM D Annex e I	AM E		Remarques	Observations
5.9	60	Réalisation des mesures des rejets aqueux à fréquence adaptée (au moins une fois par an)		L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle rédigé par l'APAVE le 11 septembre 2020 et est référencé 140 335 06 53 20 K-R04. L'intervention a eu lieu le 25 août 2020.
5.9	33	Mesure des rejets aqueux directement en sortie de TAR pour les émissions particulières à la TAR (avant toute dilution)	Possibilité de réaliser la mesure sur un collecteur commun s'il y a plusieurs TAR	Le point de prélèvement a pu être vu par l'inspection lors de la visite. Il se trouve en aval immédiat de la jonction des rejets de chaque tour et avant toute dilution potentielle.
5.5	38 - 39 Annex e IV	conformité des résultats de la surveillance des rejets dans l'eau par rapport aux VLE		Les résultats sont conformes aux VLE prescrites par l'arrêté ministériel.

Vérification du contenu d'un rapport d'analyse :

AM D Annex e I	AM E		Remarques	Observations
3.7.I.3.d	26.I.3.d	Le laboratoire est accrédité pour la NF T 90-431 et la mesure est rendue sous accréditation		Le laboratoire EUROFINS réalisant l'analyse du prélèvement est accrédité. Toutes les informations requises sont présentes et en adéquation avec les attentes de l'arrêté ministériel.
3.7.I.3.d	26.I.3.d	Le rapport d'analyse précise la date de prélèvement et la température de l'eau		
3.7.I.3.d	26.I.3.d	date et l'heure de réception de l'échantillon		
3.7.I.3.d	26.I.3.d	date et l'heure de début d'analyse	L'ensemencement doit être réalisé le plus vite possible après le prélèvement (maximum 48 heures).	
3.7.I.3.d	26.I.3.d	nom du préleveur (vérifier si interne ou externe)		
3.7.I.3.d	26.I.3.d	référence et localisation du point de prélèvement		
3.7.I.3.d	26.I.3.d	caractéristiques de l'eau : couleur, dépôt, pH, conductivité, turbidité de l'eau		
3.7.I.3.d	26.I.3.d	Nature et concentration cible pour les produits de traitement utilisés		
3.7.I.3.d	26.I.3.d	Date de la dernière injection de biocide, la nature du biocide et la quantité	En cas d'injection de biocide avant, il faut respecter un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection.	
3.7.I.3.d	26.I.3.d	Le laboratoire a interprété le résultat		

